



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUVALIS

RD 406 - RD 231
ZAC du Couternois, Lot ACb
77700 Serris

Références : E/24- 2323
Code AIOT : 0006516810

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement AUVALIS implanté RD 406 - RD 231 ZAC du Couternois, Lot ACb 77 700 Serris. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16 avril 2024 de l'établissement AUVALIS implanté avenue Bernard de Jussieu, ZAC du Couternois, 77700 SERRIS. L'inspection a été annoncée le 18 mars 2024. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUVALIS

- RD 406 - RD 231 ZAC du Couvernois, Lot ACb 77 700 Serris
- Code AIOT : 0006516810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement AUVALIS est implanté dans la Z.A.C. du Courtenois, sur le territoire de la commune de SERRIS. Le terrain représente une surface de 128.375 m² dont 6 000 m² sont couverts.

Cet entrepôt est dédié au stockage, au conditionnement et à la logistique de produits alimentaires, alcools de bouche, matières plastiques, produits manufacturés divers, de produits dangereux pour l'environnement (eau de javel), de bombes aérosol et de produits solides facilement inflammables. Elle emploie 200 salariés sur le site de SERRIS.

L'établissement AUVALIS dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014 et d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018.

Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est « seveso seuil bas ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour but de vérifier les actions mises en place suite à la visite d'inspection du 28 juin 2021, notamment le respect de l'arrêté préfectoral n° 2018 DRIEE UD77 014 du 19 mars 2018, et de vérifier le respect des prescriptions relatives aux local chaufferie et locaux de charge.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite de l'inspection du 28/06/2021	AP Complémentaire du 19/03/2018, article 1.2.1	Mise en demeure, Demande d'action corrective, respect de prescription	3 mois
2	Suite de l'inspection du 28/06/2021	AP Complémentaire du 19/03/2018, article 7.8.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
4	Suite de l'inspection du 28/06/2021	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 1.6.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suite de l'inspection du 28/06/2021	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
13	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.6 et 7.8.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
15	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.2	Demande d'action corrective	3 mois
18	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.5 et	Mise en demeure, respect de prescription, Demande	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
		7.8.2	d'action corrective	
21	Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.3 et 4.6	Demande d'action corrective	3 mois
22	Atelier de charge d'accumulateurs	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suite de l'inspection du 28/06/2021	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
7	Suite de l'inspection du 28/06/2021	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.2.7.2	Sans objet
8	Suite de l'inspection du 28/06/2021	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.2.7.2	Sans objet
9	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.1	Sans objet
10	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.2	Sans objet
11	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.3	Sans objet
12	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.4	Sans objet
14	Chaufferie	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.7	Sans objet
16	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.3	Sans objet
17	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.4	Sans objet
19	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.6	Sans objet
20	Atelier de charge d'accumulateurs	AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site AUVALIS à Serris fait état de non-conformités récurrentes n'ayant pas fait l'objet d'actions correctives ou dont les résultats n'ont pas eu d'effet.

En particulier, les reports de détection gaz et la gestion de l'état des stocks, malgré l'utilisation du logiciel WMS, doivent progresser de manière significative.

Un meilleur suivi des contrôles réglementaires des moyens de lutte contre l'incendie est également attendu.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant suite au non-respect de certaines prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2018, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (cf tableau des rubriques de l'APC)
Constats : <u>Non-conformité n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 :</u> "L'exploitant ne respecte pas les limites imposées par l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/I/018 du 18 mars 2014 modifié par l'arrêté préfectoral n°2018/DRIEE/UD77/014 du 19 mars 2018." L'exploitant a précisé qu'il utilise le logiciel WMS (Warehouse Management System) pour rationaliser la gestion des stocks de l'établissement. Un état des stocks commun à Auchan et FM France est vérifié et déposé quotidiennement au poste de garde. Ce logiciel permet d'archiver l'état des stocks mais celui-ci ne permet toujours pas de gérer les règles de cumul. Le cumul est donc géré quotidiennement sous forme d'un tableau Excel selon l'exploitant. À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté deux états des stocks datés du 16 avril 2024. Le premier issu de WMS, le second issu du tableau Excel prenant en compte le cumul. Les deux tableaux comportaient des différences liées à l'heure de réalisation des relevés d'après l'exploitant. Sur le second, il a été constaté des dépassements. En l'occurrence, le cumul des produits stockés sous les rubriques 4440 (solides comburants catégorie 1, 2 ou 3) et 4441 (liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3) était en dépassement de 25% des quantités autorisées soit 1,252 T pour 1 T autorisée. De plus, un dépassement de 13 % des quantités autorisées soit 1,131 T pour une limite de 1T pour la rubrique 4441 a été relevé par l'inspection des installations classées. L'exploitant s'interroge pour déposer un porter à connaissance afin de rehausser certaines quantités maximales autorisées. Le système de gestion de l'exploitant ne permet toujours pas de garantir le respect des limites réglementaires.

→ La non-conformité n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra engager des actions correctives afin de s'assurer du respect des quantités autorisées par l'arrêté préfectoral en vigueur.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/03/2018, article 7.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et d'extinction automatique

Prescription contrôlée :

Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Des essais et des visites périodiques du matériel, des moyens de secours et également des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales doivent être effectués aussi souvent que nécessaire et à minima annuellement.

Constats :

Non-conformité n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 : "Le locataire n'avait pas connaissance du dérangement de la détection de fumée, aussi l'exploitant ne le savait pas non plus, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.8.2 de l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014."

Lors de la visite au poste de garde, l'inspection des installations classées a constaté que le report d'alarme de la détection de fumée indiquait "hors service".

L'exploitant ne maintient pas en état de fonctionnement ses installations de détection de fumée et son report d'alarme.

→ La non-conformité n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 n'est pas levée. En conclusion de ce constat, l'exploitant devra engager des actions correctives afin de s'assurer du bon fonctionnement du report d'alarme relatif à la détection de fumée au poste de garde.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : <u>L'observation n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 :</u> " la rédaction d'un mode opératoire faciliterait l'action de vérification de fermeture de la vanne, et le cas échéant l'actionnement de cette fermeture, en cas d'absence du responsable technique du site. De plus, au regard du positionnement de cette vanne (de l'autre côté du bassin), il convient de baliser le chemin d'accès à celle-ci. " <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté la procédure prévoyant la vérification de fermeture de la vanne et l'actionnement de celle-ci, un panneau indique le chemin à suivre pour atteindre la vanne.</p> <p>→ L'observation n°1 de l'inspection du 28 juin 2021 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - article 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ;

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

Constats :

Non-conformité n°3 de l'inspection du 28 juin 2021 : "Le plan des réseaux d'incendie doit être mis à jour suite aux récentes modifications. L'absence de mention de ces ouvrages constitue une non-conformité au point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017."

À la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté un plan des réseaux des installations classées. L'inspection a constaté que celui-ci ne permettait pas de distinguer toutes les informations utiles telles que l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation, les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.), les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance, les points de rejet de toute nature ainsi que la mise à jour apportée lors des modifications relatives à l'isolement des poteaux incendie.

→ La non-conformité n°3 de l'inspection du 28 juin 2021 n'est pas levée. Il convient que le plan des réseaux incendie soit mis à jour pour prendre en compte les dernières modifications apportées au site.

Non-conformité n°20240416-1 : Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte ne fait pas apparaître les éléments requis à l'article 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.

Constats :

Observation n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 : " La présence d'un exemplaire du POI au poste de

garde faciliterait l'information des sapeurs pompiers en cas d'évènement."

L'exploitant a précisé que le plan de défense d'incendie était en cours de rédaction et sera transmis à l'inspection pour information avant sa validation.

Il a ajouté que le POI a fait l'objet d'une mise à jour en novembre 2023. L'inspection des installations classées a constaté la présence du POI au poste de garde. Néanmoins, la liste des interlocuteurs n'est pas à jour.

→ L'observation n°2 de l'inspection du 28 juin 2021 est levée.

Observation n°20240416-1 : L'exploitant devra mettre à jour la liste des interlocuteurs de son POI auquel sera intégré son plan de défense incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

[...]

Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.[...]

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le Plan de Défense Incendie de l'établissement. Comme précisé dans la **fiche de constat n°5**, l'exploitant a précisé que le POI a fait l'objet d'une mise à jour en novembre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.2.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Les produits stockés, leur conditionnement, leur mode de stockage sont conformes aux descriptions faites dans le dossier d'autorisation. Les caractéristiques physiques des produits et matières stockées (quantités maximales présentes, pouvoirs calorifiques, vitesses de combustion,

pouvoirs émissifs, hauteurs de flamme etc. ...) sont conformes aux valeurs retenues dans l'étude de dangers pour modéliser les effets des phénomènes dangereux les mettant en œuvre.

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

[...]

Stockage de liquides inflammables (1432) et d'aérosols (1412)

Les liquides inflammables et les aérosols seront stockés dans une zone dédiée (sous-cellule 1) dont les murs extérieurs et les murs séparatifs avec le reste de la cellule 1 seront de degré coupe-feu 2 h.

[...]

Les 2 zones de stockage n'étant pas séparées par un mur coupe-feu de degré 2 h, une distance de 7 m séparera les 2 zones.

La zone de stockage des aérosols sera munie de grillages de protection verticaux dans l'axe central des palettiers et au niveau des lanterneaux et d'un filet en partie haute.

Constats :

Non-conformité n°4 de l'inspection du 28 juin 2021 : "Le stockage d'aérosols hors de la zone grillagée constitue une non-conformité à l'article 8.2.7.2 de l'arrêté préfectoral n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014."

L'inspection a constaté que la zone de stockage des aérosols de la cellule 1 était munie de grillages de protection verticaux dans l'axe central des palettiers et au niveau des lanterneaux, et d'un filet en partie haute. L'inspection a observé que les aérosols du site étaient stockés dans l'espace dédié conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé.

→ La non-conformité n°4 de l'inspection du 28/06/2021 est levée.

Observation n°3 de l'inspection du 28 juin 2021 : " Il convient de libérer l'espace de 7 m séparant les 2 zones de stockage et de le conserver libre de toute matière combustible. "

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un affichage et une signalisation au sol afin de libérer l'espace de 7 m séparant les 2 zones de stockage. Enfin, l'inspection a observé que l'espace séparant deux zones de stockage était libre de toute matière combustible.

→ L'observation n°3 de l'inspection du 28/06/2021 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suite de l'inspection du 28/06/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.2.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Matériels et engins de manutention

Prescription contrôlée :

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et

conformément aux règlements en vigueur.
L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués dans un local spécial.
Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

Constats :

Non-conformité n°5 de l'inspection du 28 juin 2021 : " L'entretien des engins de manutention au sein de la cellule 6 constitue une non-conformité à l'article 8.2.74 de l'AP n°14/DCSE/IC/018 du 18 mars 2014. Cela constitue également une non-conformité au point 4 de l'annexe II de l'AM du 11 avril 2017 qui prescrit " les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. "

L'exploitant a précisé que l'entretien des engins de manutention se déroulait dans un local réservé.

Le plan DOE relatif aux parois coupe-feu de l'établissement présenté par l'exploitant a permis de vérifier que les parois du local de manutention des engins étaient de degré coupe-feu 2h.

Par ailleurs, il n'a pas été constaté d'entretien d'engins de manutention lors de la visite du site, et notamment de la cellule 6.

→ La non-conformité n°5 de l'inspection du 28/06/2021 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Chaufferie

Prescription contrôlée :

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

Constats :

L'Inspection a constaté la présence d'une chaudière gaz destinée à l'alimentation des aérothermes à eau chaude des cellules de l'entrepôt.

L'exploitant a ajouté que des radiateurs électriques ne sont installés que dans les locaux

administratifs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Parois coupe-feu 2h
Prescription contrôlée : La chaufferie est implantée dans un local spécifique de 60 m ² , accolé à la façade Nord de la cellule 1. Elle est séparée de la cellule 1 ou d'autres locaux par des murs de degré coupe-feu 2 h. Son accès ne peut se faire que par l'extérieur.
Constats : À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan DOE. L'inspection a vérifié sur le plan que les parois du local chaufferie sont REI 120.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation chaufferie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive. La ventilation doit assurer en permanence un balayage de l'atmosphère du local compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion.
Constats : En salle, l'exploitant a présenté le rapport de vérification de la chaufferie daté du 27 mars 2024. Une non-conformité a été notifiée concernant une fuite mineure sur la ligne de gaz. L'exploitant a présenté le justificatif daté du 4 avril 2024 relatif à l'action corrective réalisée afin de lever cette non-conformité. L'inspection a constaté que la ventilation mise en place dans le local chaufferie est une ventilation naturelle. Cette ventilation se fait par la présence de deux grilles de ventilation (en partie haute et basse) dans ce local assurant en permanence un balayage de l'atmosphère du local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux d'alimentation et vannes de coupure
Prescription contrôlée : Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées. Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz.
Constats : L'Inspection a constaté la présence de deux vannes redondantes de coupures placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. De plus, les canalisations sont protégées par une peinture anti-corrosion et repérées par les couleurs normalisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.6 et 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Détection d'incendie et de gaz
Prescription contrôlée : <u>Article 8.3.6 Détection de gaz - détection d'incendie</u> Un dispositif de détection de gaz, déclenche une alarme en cas de dépassement des seuils de danger. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe le local chaufferie. <u>Article 7.8.2. Entretien des moyens d'intervention</u> Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Des essais et des visites périodiques du matériel, des moyens de secours et également des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales doivent être effectués aussi souvent que nécessaire et a minima annuellement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le rapport de vérification annuelle du système de détection de gaz.</p> <p>Le bon fonctionnement du déclenchement de l'alarme en cas de dépassement des seuils ou la coupure de l'arrivée du combustible et l'interruption de l'alimentation électrique n'ont pas pu être vérifiés par l'Inspection.</p> <p>L'Inspection a constaté la présence de deux détecteurs de gaz localisés sur le plafond du local chaufferie.</p> <p>Non-conformité n°20230416-2 : L'exploitant ne réalise pas les vérifications annuelles du système de détection de gaz du local chaufferie.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En dehors des appareils de combustion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux par point chaud sont encadrés par un permis de feu. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le dernier permis feu délivré afin de vérifier les informations nécessaires supposées renseignées dans celui-ci. L'inspection a constaté à l'entrée de la chaufferie une signalétique précisant l'interdiction du feu sous une forme quelconque.</p> <p>Post-inspection, par courriel du 15 mai 2024, l'exploitant a transmis deux permis datés respectivement des 7 février et 18 mai 2024. Ils comportaient les informations suivantes : descriptions des travaux réalisés, risques identifiés, actions de prévention et de protection, durée des travaux et identité des signataires (le demandeur, le responsable sécurité et l'exécutant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Sols, murs et rétention
Prescription contrôlée : Le sol des locaux de charge sont étanches, incombustibles et traités anti-acide. Les murs sont recouverts d'un revêtement anti-acide sur une hauteur minimale de 1 mètre. Les eaux résiduaires (acides) sont collectées dans un bac étanche.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté une détérioration du revêtement anti-acide mis en œuvre dans les locaux de charge attenants aux cellules C2, C4/C5 et C7. Observation n°20240416-2 : L'exploitant ne réalise pas les actions nécessaires au maintien de l'efficacité des traitements des sols des locaux de charges. Par ailleurs, il a été observé que les locaux de charge possédaient des regards fonctionnels permettant la collecte des eaux résiduaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : Chaque local de charge est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Chaque local de charge possède une issue de secours donnant vers l'extérieur.
Constats : Les plans présentés en salle, au poste de garde et sur le site attestent la présence d'une voie périmétrale accessible pour les services de secours en cas de besoin. De plus, chaque local de charge possède une issue de secours donnant vers l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le local sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans ce local. La ventilation naturelle sera renforcée par une ventilation mécanique, adaptée à une utilisation en atmosphère explosible, et dont le débit d'extraction sera convenablement dimensionné. [...] Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.
Constats : L'exploitant a précisé à l'Inspection que la ventilation des locaux de charge est assurée par une ventilation mécanique contrôlée. Par ailleurs, il a fait réaliser le 25 mars 2024 des essais de bon fonctionnement de la ventilation mécanique. La fiche technique de la VMC mise en place préconise un débit minimum de 1 000 m ³ /h. Les derniers contrôles réalisés précisent les débits d'extraction suivants : <ul style="list-style-type: none">• Local de charge Cellule C7: 5 231,75 m³/h,• Local de charge Cellule C5/C4: 3 348 m³/h,• Local de charge Cellule C2: 6 207,8 m³/h. Le rapport de vérification de la ventilation mécanique des locaux de charge conclut à un bon fonctionnement du dispositif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.5 et article 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours
Prescription contrôlée : Les locaux de charge sont dotés d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre. Article 7.8.2. Entretien des moyens d'intervention Ces équipements (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu...) sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais

périodiques de ces matériels.

Des essais et des visites périodiques du matériel, des moyens de secours et également des vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales doivent être effectués aussi souvent que nécessaire et *a minima* annuellement.

Constats :

À la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs daté du 13 février 2023.

Néanmoins, la vérification des extincteurs n'a pas été faite pour l'année 2024.

Les dates figurant sur les étiquettes de vérification des extincteurs localisés dans les locaux de charge attenants aux cellules C2, C4/C5 et C7 sont dépassées (les 7 et 9 février 2023) et confirment l'absence de contrôle.

Non-conformité n°20240416-3 : L'exploitant ne réalise pas l'entretien annuel réglementaire des extincteurs.

Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz

Prescription contrôlée :

L'opération de charge est asservie au système de ventilation mécanique.

L'arrêt du système d'extraction d'air déclenche une alarme et arrête l'opération de charge des accumulateurs.

Constats :

Une ventilation des locaux de charge est assurée durant toute l'opération de charge des batteries d'accumulateurs des engins de manutention du site. Par ailleurs, l'exploitant précise que l'arrêt du système d'extraction d'air est asservi au système de sécurité incendie (SSI), lorsque le sprinklage se déclenche, ou est actionnable manuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2014, article 8.4.8

Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction de feux

Prescription contrôlée :

Dans les locaux de charge, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » tel que défini à l'article 7.5.4 du présent arrêté.

Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Constats :

L'exploitant a affirmé lors de l'inspection qu'aucune intervention de maintenance faisant l'objet d'un permis feu dans les locaux de charge n'a été planifiée ou réalisée entre 2023 et 2024.

Une signalétique précisant l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque est apposée sur les portes d'accès des locaux de charge.

Post-inspection, par courriel du 15 mai 2024 l'exploitant a transmis deux permis datés respectivement des 7 février et 18 mai 2024. Ceux-ci ne concernent pas les locaux de charge et ont été abordés au constat n°14.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.6

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

[...]

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le dernier permis de feu afin de vérifier les informations nécessaires à renseigner dans celui-ci.

Post-inspection, par courriel du 15 mai 2024 l'exploitant a transmis deux permis datés respectivement des 7 février et 18 mai 2024.

Néanmoins, le permis de feu générique ne mentionne pas les vérifications postérieures aux travaux nécessaires. L'exploitant ne peut donc pas justifier de la réalisation des vérifications après travaux et avant reprise d'activité dans les parties de l'installation présentant un risque spécifique.

Non-conformité n°20240416-4 : L'exploitant ne réalise pas de vérifications des installations après travaux et avant reprise d'activité pour les travaux ayant nécessité l'élaboration d'un permis feu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 22 : Atelier de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none">- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.3.- l'obligation du "permis de travail" pour les parties de l'installation visées au point 4.3.- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides).- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
Constats : L'exploitant affiche les consignes de sécurité à l'entrée de chaque local de charge. Ces consignes de sécurité sont affichées de manière apparente, claire et visible de tout le personnel. Ces consignes précisent que le stockage de palettes à l'intérieur de ces locaux est interdit. Lors de la visite des inspecteurs, 4 palettes étaient présentes dans le local de charge. Non-conformité n°20240416-5 : L'exploitant ne respecte pas les consignes de sécurité affichées à l'entrée des locaux de charge de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

